

## MENACES

# L'Algérie franchira-t-elle le pas d'un conflit armé avec le Maroc ?

**Lors du dernier Haut conseil de sécurité, sous la houlette du président Abdelmadjid Tebboune, l'état-major algérien aurait étudié le scénario d'un affrontement direct avec le Maroc. Faut-il pour autant en déduire qu'Alger franchira le pas d'un conflit armé ?**

**A**vec son double képi de chef de l'Armée nationale populaire (ANP) et de ministre de la Défense, le président algérien Abdelmadjid Tebboune "a présidé (le 30 janvier) une réunion du Haut conseil de sécurité", informe un communiqué lapidaire de la présidence. Selon la Constitution algérienne, le Haut conseil de sécurité est un organe consultatif "chargé de donner au président de la république des avis sur toutes les questions relatives à la sécurité nationale". Plusieurs fois réformé depuis sa création en 1976, il regroupe tous les ministères régaliens.

## Le Maroc en ligne de mire

Cependant, la réunion du 30 janvier a pris des allures spartiates : à l'exception de Abdallah Moundji, le secrétaire de la présidence, aucun civil n'y a été convié. La rencontre a ainsi été la plus grande concentration de bérets au mètre carré d'Alger. "Ce n'était pas un Conseil de sécurité, c'était un Conseil de guerre. C'est la première fois depuis plus de trente ans qu'une réunion se tient en présence du président de la république avec l'ensemble des dirigeants de l'ANP", s'inquiète, dans une vidéo, le journaliste algérien exilé en France Abdou Essamar, rédacteur en chef du site d'informations Algérie Part. Il faut rappeler que cette réunion du Haut conseil est la deuxième du genre en un mois. Le 18 janvier 2023, le président algérien en avait présidé une consacrée à "l'évaluation de la situation générale dans le pays", selon le communiqué

de l'agence de presse officielle. "La tenue de deux conseils de sécurité successifs dans un aussi court laps de temps suggère la survenance d'un événement important sur le plan sécuritaire qui a exigé de réunir rapidement le chef de l'État avec les plus hauts responsables de l'armée et des services de renseignement", souligne Nizar Derdabi, analyste en stratégie, défense et sécurité, interrogé par *TelQuel*. Si le communiqué final de la réunion du 30 janvier n'apporte aucune information sur les discussions, le site Maghreb Intelligence, citant des sources bien informées, indique que cette réunion "purement militaire" avait été convoquée "pour étudier officiellement le scénario d'un affrontement direct avec les forces armées royales du Maroc".

## L'huile sur le feu de la guerre "informationnelle"

Cette annonce entre dans le cadre d'une "stratégie de guerre informationnelle" destinée à "manipuler l'opinion publique algérienne pour entretenir le sentiment d'hostilité contre le Maroc", estime pour sa part Nizar Derdabi. "Si le régime algérien voulait préparer sa population à une guerre ouverte contre le Maroc, il ne saurait mieux s'y prendre", ajoute-t-il. Le procédé qui consiste à conditionner l'opinion publique à travers des messages diffusés par les médias ou des personnalités publiques porte un nom : les PSYOPS, ou opérations psychologiques. "Ces PSYOPS ou opérations militaires d'influence recouvrent tous les moyens de rallier l'opinion publique à ses objectifs en s'at-



©AFP

taquant au champ des perceptions. Ces techniques de manipulation de l'opinion publique ont souvent été utilisées par les services de renseignement algériens pour convaincre l'opinion publique de la menace permanente de la 'main étrangère' qui pèse sur l'Algérie", explique l'analyste. Toujours est-il que les rapports militaires soumis au président lors de cette réunion accréditent l'idée d'un "risque élevé d'agression marocaine" destinée à entraîner l'Algérie dans un conflit armé ouvert avec le voisin de l'ouest. En haut lieu de la hiérarchie militaire algérienne, on s'inquiéterait ainsi des "opérations militaires (marocaines) au-delà du mur de sable" ou encore de l'intervention des FAR aux frontières algériennes, mais aussi de bases israéliennes supposées.

"En tant que pays souverain, l'Algérie peut tenir un Conseil de sécurité si elle estime que son voisinage adopte une attitude qui lui semble hostile et demande à ses services de préparer des rapports d'évaluation des menaces et, sur ces bases, elle adopte une stratégie de riposte. C'est ce que font tous les pays du monde dont le Maroc", clarifie Ab-

delmadjid Tebboune a présidé deux réunions du Haut conseil de sécurité en un mois. La dernière, en présence de l'ensemble des dirigeants de l'armée.

**"SI LE RÉGIME ALGÉRIEN VOULAIT PRÉPARER SA POPULATION À UNE GUERRE OUVERTE CONTRE LE MAROC, IL NE SAURAIT MIEUX S'Y PRENDRE"**

delhamid Harifi, chercheur sur les questions de défense et de sécurité, interrogé par *TelQuel*. Et d'ajouter : "Mais appeler cela un Conseil de guerre alors qu'il n'y a aucun mouvement de troupes sur le terrain des deux côtés, c'est mettre de l'huile sur le feu dans la crise entre les deux pays".

## Nouvelle Guerre des sables ?

Toujours est-il qu'entre les deux voisins, les relations ne sont déjà pas au beau fixe ces dernières années. Elles se sont fortement détériorées depuis qu'Alger a pris la décision en août 2021 de rompre unilatéralement ses relations avec le Maroc. Depuis cette rupture, les relations de voisinage ont pris un caractère plus martial. L'armée algérienne mène régulièrement des manœuvres militaires aéroterrestres dans la troisième région militaire dépendant des wilayas de Béchar et de Tindouf, situées aux limites frontalières avec le Maroc.

En plus d'accuser les FAR de "bavure", Alger voit d'un mauvais œil l'accord militaire qui lie le Maroc et Israël depuis novembre 2021. Soupçonnant l'installation secrète de bases israéliennes, le voisin de l'Est n'avait pas hésité à pointer des missiles en direction du royaume. Ce contexte acrimonieux n'est pas sans rappeler la tension qui avait précédé la série d'escarmouches entre les deux pays à l'été 1963. Celles-ci avaient dégénéré en un conflit ouvert communément appelé "Guerre des sables". Cet affrontement qui avait opposé les deux armées avait été stoppé de justesse par l'intervention de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

L'ordre du jour de la dernière réunion du Haut conseil a donc tout naturellement charrié le remugle de cette guerre qui a duré cinq mois. Faut-il pour autant imaginer une nouvelle Guerre des sables entre les deux frères ennemis ? Cette perspective avait déjà été étudiée par la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES). Dans son édition 2022 de *l'Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient*, cet institut basé en France a identifié trois scénarios de conflit comme "possibles". Il s'agit de conflits opposant la Turquie à Chypre et la Grèce, Israël à l'Iran et ses alliés, ou encore un affrontement entre le Maroc et l'Algérie. Aujourd'hui, "rien à notre connaissance n'indique que la probabilité de ces confrontations ait augmenté ces derniers mois. Au contraire, d'une certaine façon, la guerre en Ukraine aurait plutôt tendance à mon avis à refroidir les esprits", désamorce Pascal Ausseur, le directeur général de la FMES, contacté par *TelQuel*.





© AFP

## » Si vis pacem para bellum

“Si tu veux la paix, prépare la guerre”, dit l’adage. C’est peut-être aussi la dissuasion qui éloigne le plus la probabilité d’un conflit de voisinage. Profitant de la manne pétrogazière, l’Algérie a acquis ces dernières années des équipements de pointe, essentiellement en provenance de Russie, lui conférant une avance stratégique, comme le rappelle l’Atlas stratégique de la FMES. Le point culminant a été atteint avec la remontée des cours du pétrole depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, ce qui a permis à Alger d’augmenter de 130% son budget alloué à l’armée. Pour maintenir l’équilibre des forces, le Maroc a engagé, dès 2012, un ambitieux programme de modernisation de l’arsenal et des effectifs des FAR. “Les dernières acquisitions des FAR en attestent. Quand le Maroc achète des systèmes de défense anti-aériens très onéreux et des boucliers anti-drones, au lieu d’acheter des missiles balistiques comme les Algériens, c’est avant tout pour annihiler les capacités d’attaque des forces armées algériennes et les dissuader de mener toute agression contre l’intégrité territoriale du Maroc”, souligne Nizar

Profitant de la manne pétrogazière, l’Algérie a augmenté de 130% son budget alloué à l’armée...

**MALGRÉ UN BUDGET PLUS MODESTE QUE CELUI DE L’ALGÉRIE, LE MAROC A PRIVILÉGIÉ UNE DIVERSIFICATION DE SES ACQUISITIONS AVEC UN BON RAPPORT QUALITÉ/PRIX/EFFICACITÉ**

Derdabi. Malgré un budget plus modeste que celui de l’Algérie (230 milliards de dirhams), le Maroc, avec 55,4 milliards de dirhams, a privilégié une diversification de ses acquisitions avec un bon rapport qualité/prix/efficacité. “Le renforcement en cours ou prévu des armées marocaines – renseignement, drones, capacités de dénis d’accès, avions de chasse, cyber – a nécessairement un effet dissuasif, même si la balance des forces reste plutôt défavorable au Maroc au sol et en mer”, souligne encore Pascal Ausseur.

Le DG de la FMES estime néanmoins plus court le chemin vers la paix entre les deux voisins. “Un affrontement armé peut toujours être évité. Le meilleur argument pour y renoncer réside dans une analyse précise du rapport de forces et dans le fait qu’il ne serait, à mon avis, favorable à aucun des deux belligérants en raison des vulnérabilités mutuelles. Il existe en effet une grande marge d’incertitude sur les résultats d’un tel conflit qui présente un risque important d’escalade incontrôlable”, souligne-t-il. Et de conclure : “Comme toujours, la prudence et le dialogue discret entre pays restent le meilleur moyen pour régler les tensions”. ■